

BILLET DE BLOG 13 septembre 2016

G20 chinois : émergence ou urgence ?

Auteur

Thomas Spencer

Chercheur associé

 Temps de lecture: 4 min

Le programme de développement durable pour les quinze prochaines années a été clairement défini dans l'Accord de Paris et dans les ODD : la transition vers des économies plus durables et plus équitables. La présidence chinoise du G20 a contribué à placer le développement durable résolument au premier rang des priorités de la gouvernance mondiale, mais la route menant à une action plus concrète reste à tracer. Le G20 représente 82 % du PIB mondial et une part considérable des émissions mondiales. Il va devoir contribuer plus concrètement au développement durable à l'avenir.

Ces dernières années ont vu la Chine se débarrasser de son approche traditionnelle de la diplomatie. Depuis la célèbre maxime de Deng Xiaoping – « cacher sa brillance et cultiver l'obscurité » – la Chine est devenue un acteur mondial beaucoup plus puissant. Cela a suscité de nombreuses inquiétudes, mais a aussi permis de réaliser des avancées notables, en particulier si l'on considère l'importance des engagements chinois pour rendre possible

l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Au vu de l'influence grandissante de la Chine, le G20 qui vient de s'achever a mis davantage l'accent sur le développement durable et le climat que les sommets précédents. Cependant, les succès de ce sommet semblent surtout rhétoriques, avec notamment le rejet croissant de l'austérité budgétaire, un nouvel accent mis sur l'innovation et la lutte contre les inégalités, et les engagements largement répétés en faveur du maintien d'un système économique mondial ouvert. L'autre initiative médiatisée a été la demande faite à l'OCDE de dresser d'ici l'année prochaine une liste des paradis fiscaux non coopératifs, accompagnée d'une menace de « ... mesures défensives ... contre les juridictions identifiées ».

Cette absence de résultats tangibles illustre l'évolution du rôle du G20, qui après avoir été pompier à l'apogée de la crise mondiale, est devenu bourreau de travail à mesure que la crise s'est apaisée. Le communiqué assez mince des chefs d'État s'est accompagné de plusieurs dizaines de documents de travail rédigés par les groupes de travail du G20 et les organisations associées comme le FMI. Cela soulève la question du rôle et de la fonction du G20, et de l'éventuelle nécessité à l'avenir de mettre en place un secrétariat permanent du G20.

Au-delà de l'évolution de son rôle, il est incontestable que le sommet du G20 s'est déroulé à un moment difficile pour la coopération mondiale.

Dans ce contexte, l'autre événement médiatisé a été la ratification coordonnée par les États-Unis et la Chine de l'Accord de Paris. Cela porte à 26 le nombre de pays l'ayant ratifié, correspondant à une part d'émissions de 39 %. Pour que l'accord entre en vigueur, ces deux indicateurs doivent atteindre un seuil de 55.

Parallèlement, les membres du G20 se sont engagés à ratifier l'accord le plus tôt possible. Sur le climat, le communiqué du G20 s'est accompagné d'un certain nombre de documents de travail pertinents, notamment un rapport sur ce qu'on appelle le « financement vert », c'est-à-dire les politiques innovantes permettant de faciliter l'orientation des investissements vers la protection de l'environnement, notamment l'atténuation et la résilience face aux changements climatiques. Le rapport propose un tour d'horizon des politiques et pratiques financières vertes, et présente de nombreux appels à la poursuite des travaux. Certes, les financements verts se sont développés rapidement en Chine, qui est désormais le premier émetteur mondial d'obligations vertes. Il reste à voir comment la présidence allemande du G20 fera avancer cet agenda. Il convient de souligner qu'une fois de plus, les membres du G20 ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un délai ferme pour l'élimination des subventions aux combustibles fossiles.

Une réflexion plus poussée sur le G20 chinois met en évidence la valse destructrice entre le risque croissant et la croissance de l'aversion au risque. Il semble de plus en plus admis que le modèle économique actuel ne peut fonctionner de manière socialement et économiquement durable, car il s'accompagne d'un trop grand nombre de laissés pour compte tout en étant néfaste pour l'environnement. Le paradoxe est qu'alors que les économistes déplorent le ralentissement de la croissance de la productivité, la perception d'un citoyen moyen est souvent celle d'une évolution accélérée et déstabilisante, notamment sous la forme de concurrence, de pertes d'emplois ou d'évolution culturelle. Ce sont ces perceptions qui ont conduit le Premier ministre australien à souligner la nécessité de « civiliser le capitalisme ». Mais le changement s'accompagne d'une aversion au risque et d'une attitude défensive.